

## Politiques de population et développement

**D**ANS le domaine, essentiel, des rapports entre l'évolution démographique et le développement économique des pays du Tiers Monde, la littérature en français est assez rare. C'est donc une lacune importante que s'est employé à combler l'*Institut d'études du développement économique et social (IEDES)*, avec le récent numéro spécial de sa *Revue Tiers Monde* (1). Le plus novateur est la place consacrée à l'examen des politiques de population que pratiquent de nombreux gouvernements. Mais il faut d'abord souligner l'abondance des informations que contient ce volume, dont plusieurs articles constitueront des textes de référence.

— **Jacques Brenez et William Seltzer**, statisticiens des Nations unies, mettent en évidence les progrès sensibles de « la collecte des informations démographiques dans les pays du Tiers Monde, recensements et enquêtes dans les années 70 et 80 ».

— **Henri Leridon (INED)** décrit « les tendances récentes de la fécondité et de la mortalité dans les pays du Tiers Monde », tableaux statistiques et graphiques à l'appui. Il fait observer qu'à l'échelle mondiale, la croissance démographique a commencé à ralentir dès les années 60. Il met en évidence, pour la baisse de la fécondité, l'importance qu'ont, indépendamment des méthodes de régulation des naissances, les « variables intermédiaires » que sont l'âge au mariage et les pratiques d'allaitement ; et, pour la baisse de la mortalité, indépendamment des campagnes d'éradication des maladies infectieuses, le rôle que jouent le développement des services de protection maternelle et infantile, l'amélioration de la qualité des eaux, et celle du niveau général de la nutrition.

— **Léon Tabah**, directeur de la *Division de la*

(1) « Demain le Tiers Monde : Population et développement », préfacé par Alfred Sauvy, sous la direction de Philippe Bourcier de Carbon. *Revue Tiers Monde*, n° 94, avril-juin 1983, 240 pages. Diffusée par les PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris. Abonnement 1983 (quatre livraisons), France 216 F, étranger 276 F.

*population des Nations unies*, présente et commente en détail « les perspectives démographiques mondiales ». Avec les hypothèses adoptées, « on doit s'attendre, rappelle-t-il, à ce que dans la dernière partie du siècle prochain (le XXI<sup>e</sup>, NDLR) les neuf dixièmes de la population mondiale soient issus du Tiers Monde d'aujourd'hui. Mais ces hypothèses doivent elles-mêmes être discutées : « Rien n'est moins sûr qu'une démographie homogène dans un monde dont nous ignorons tout de la stabilité future. » (...) « Il est probable que les différences de pression démographique, qui ne manqueront pas d'aller en s'amplifiant avec les nouveaux décalages entre les croissances démographiques pendant plus d'un siècle, vont créer un grand et incessant brassage de population et, avec lui, des problèmes politiques aigus. »

— **Paul Bairoch** (Université de Genève) examine les « tendances et caractéristiques de l'urbanisation du Tiers Monde d'avant-hier à après-demain (1900-2025) ». « Dans les soixante-quinze ans qui séparent 1950 de 2025, écrit-il, la population urbaine du Tiers Monde à économie de marché se trouvera multipliée par 16, de 200 millions à plus de 3 150 millions. Dans le monde développé, la période comparable de croissance urbaine la plus rapide, entre 1840 et 1914, ne s'est traduite, quant à elle, que par une multiplication par 5. L'auteur insiste sur le « volet rural du problème » et l'urgence qu'il y aurait « à améliorer les conditions de vie et de productivité du milieu rural afin de ralentir l'exode vers les cités ».

Deux courts articles symétriques sont consacrés aux deux géants du Tiers Monde.

— **Michel Cartier (EHESS)** (« Le sous-développement chinois : un effet de la croissance démographique ? ») et

— **Gilbert Étienne (IUED, Genève)** (« La population de l'Inde et les niveaux de vie »).

Ces articles conduiront à réviser beaucoup d'idées reçues : le premier est réservé quant aux résultats chinois : « D'ici à la fin du siècle, l'économie chinoise devra absorber quelque 300

millions de travailleurs supplémentaires, formidable défi auquel le pays paraît mal préparé, puisque la main-d'œuvre s'accroîtra à un rythme nettement plus rapide dans les provinces les moins développées... » Par contraste, le second apparaît plutôt satisfait, qui écrit que « depuis plus de trois décennies, la base économique de l'Inde s'est considérablement élargie (...). Lorsqu'on considère le chemin parcouru et le potentiel économique encore non utilisé, les prédictions catastrophiques ne trouvent guère de justification ».

\*

A ces six articles, non seulement documentés et descriptifs, mais argumentés et critiques, s'en ajoutent trois plus techniques, consacrés à la théorie économique du développement et se référant surtout à des travaux en anglais.

— **Jean Coussy** (Fondation nationale des sciences politiques) confronte les positions des économistes néoclassiques et marxistes quant aux liens entre « croissance démographique et dynamique de la spécialisation du Tiers Monde ».

— **Philippe Hugon** (IEDES) examine comment différents modèles ou systèmes analysent la logique existant entre « pression démographique, « secteur informel » et choix idéologiques dans les pays du Tiers Monde ».

— **Philippe Bourcier de Carbon** (INED) décrit « les modèles démo-économiques de développement : évolution et tendances récentes » et en montre, à l'attention des lecteurs francophones qui ignorent le plus souvent cette branche de l'analyse économique, quelques formes d'utilisation, en particulier pour la maîtrise de l'inégalité des revenus.

\*

Les préoccupations politiques ne sont pas absentes des articles précédents. Mais s'agissant d'analyses de long terme ou théoriques, elles sont comme en retrait. Dans quatre autres articles, elles sont beaucoup plus centrales.

— **Celui d'Isabelle Deblé** (IEDES), « Population et besoins scolaires » évoque ce qui est peut-être la difficulté principale des pays à forte croissance démographique, bien mal comprise dans les pays développés. Quand la population totale double en vingt-cinq ans, celle des jeunes croît encore plus vite, et celle des besoins scolaires, en maîtres et en locaux, plus vite encore. Du coup, on ne peut tout faire, et l'auteur ne sait s'il lui faut « se réjouir ou se désespérer : quelle mobilisation de ressources, de volontés, de dynamismes ! (... mais encore) que d'adolescents et adolescentes hors de l'univers scolaire ! ». Et elle éprouve quelque scepticisme devant certaines statistiques triomphalistes sur le nombre d'enfants scolarisés, qui confondent l'inscription et la fréquentation scolaires.

— **Mouna Liliane Samman** (UNESCO) traite du problème central, charnière entre économique et démographique, entre tradition et modernisme, entre politique et culturel : « activité

économique des femmes du Tiers Monde et perspectives de baisse de leur fécondité ». Elle met en garde contre l'illusion répandue à partir de « l'expérience des pays industriels que les femmes actives des sociétés en voie de développement verraient apparaître tôt ou tard une incompatibilité entre l'exercice de leur travail et les maternités répétées et finiraient par réduire le nombre de leurs enfants. C'est compter que ces derniers constitueraient la même contrainte que dans les sociétés développées où les exigences de l'éducation et de la formation sont grandes ». Mais le même résultat s'obtient peut-être pour d'autres raisons, certes peu satisfaisantes : « Du fait de la dégradation de leur situation économique, de nombreuses femmes actives se verront vraisemblablement contraintes à renoncer beaucoup plus tôt au désir de constituer de grandes familles. Les progrès de la diffusion des moyens de contraception et les mesures gouvernementales favorisant la régulation des naissances les aideront en cela. »

Quelle synthèse font les gouvernements responsables ? On se souvient qu'en 1974 se réunit à Bucarest, sous l'égide des Nations unies, une grande « conférence mondiale de la population » réunissant les représentants des instances politiques des pays (2). Dix ans plus tard, en août 1984, se tiendra à Mexico une conférence du même type, qui aura à examiner comment a été appliqué ou non le « Plan d'action mondial » adopté à Bucarest, et comment l'amender au besoin. C'est dire l'intérêt de l'article de **Jean-Claude Chasteland** (Division de la population des Nations unies) qui passe en revue « les politiques de population dans le Tiers Monde huit ans après Bucarest : espoirs et réalités ». En 1980, dans 55 pays représentant les quatre cinquièmes de la population du Tiers Monde, les gouvernements estiment que la croissance de la population est trop rapide. Sur ces 55 pays, 37 déclarent pratiquer une politique visant à la freiner ; il y en avait 6 en 1960. Dans ces 55 pays figurent six des huit pays du Tiers Monde les plus peuplés (Chine, Inde, Bangladesh, Pakistan, Indonésie, Mexique). Les deux autres, Nigeria et Brésil, se déclarent satisfaits de leur taux de croissance démographique. Les facteurs les plus souvent cités qui déterminent les pouvoirs publics à estimer la croissance démographique trop rapide sont « le chômage, la difficulté d'assurer des services publics efficaces, l'épuisement des ressources naturelles, la difficulté d'assurer un taux d'épargne et donc d'investissement suffisant ».

En 1980, sur les 37 pays antinatalistes « intervenant », 29 avaient adopté des objectifs quantitatifs de réduction de leur croissance. « Sur les 12 pays antinatalistes de plus de 20 millions d'habitants, tous, sauf le Maroc, ont des objectifs quantitatifs. Dans les années 70, les

(2) Voir *Population et Sociétés*, n° 73, octobre 1974 : « L'esprit de Bucarest ».

*résultats ont été variables, Pakistan, Bangladesh, Inde et Philippines ayant les plus mauvais (...). Il semble que l'avortement comme moyen de contrôle des naissances ait sinon régressé, du moins perdu de l'importance par rapport à la stérilisation (...); même dans certains pays à culture latine et catholique d'Amérique latine comme le Costa Rica, le Panama et la République dominicaine, les taux de stérilisation sont relativement élevés (...). L'une des « découvertes » récentes des spécialistes des programmes de prévention des naissances semble bien avoir été le rôle que pouvaient jouer les communautés de base : villages, quartiers, associations, etc., dans le succès de leurs activités. L'exemple de la Chine est là pour inspirer des pays aussi politiquement éloignés que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la République de Corée. »*

Cette politique très décentralisée se manifeste aussi en matière de santé publique et de lutte contre la mortalité : « Grâce à l'association entre services de prévention des naissances et services de protection maternelle et infantile, on espère bénéficier du soutien logistique de services déjà existants et de la confiance dont ils jouissent auprès de la population. Une intégration similaire a été effectuée avec succès dans des programmes d'assistance alimentaire au Sri Lanka, en Indonésie et en Thaïlande, et dans des programmes de développement rural intégré en Inde et en Thaïlande. (...) La stratégie des soins primaires de santé est actuellement très populaire dans les pays du Tiers Monde. Elle implique la reconnaissance de l'importance des facteurs économiques et sociaux dans le niveau de santé : alimentation, assainissement, eau potable..., et l'utilisation intensive de personnel médical auxiliaire au sein de systèmes de santé décentralisés, redéployés. Cela bouleverse les habitudes mises en place à l'époque des anciens colonisateurs (...). A l'heure actuelle, dans nombre de pays, les dépenses publiques de santé ne dépassent pas 2 % du produit national brut, auxquels il convient, cependant, d'ajouter une part équivalente de dépenses privées. »

Un autre domaine d'application des politiques de population est celui de la « redistribution spatiale » de la population, c'est-à-dire freinage de l'exode rural et freinage de la concentration urbaine. En ce domaine, le volontarisme rencontre manifestement de redoutables difficultés, et on ne connaît pas l'efficacité réelle des nombreuses mesures, libérales ou coercitives, incitatives ou dissuasives qui ont été pratiquées. Dans le domaine des migrations internationales règne encore une certaine hypocrisie, les gouvernements ne consentant en général à avouer qu'une politique dite d'« émigration des excédents temporaires de main-d'œuvre ». Les accords bilatéraux Allemagne-Turquie ou France-Algérie amorcent cependant un accroissement de la participation des pays de départ à la gestion de leur émigration.

Pour couronner ce volume par quelques vues stimulantes, encore que souvent désabusées, un autre article de **Léon Tabah** livre « quelques réflexions en vrac sur les interrelations entre la population, les ressources, l'environnement et le développement ». L'auteur énumère les risques que la surpopulation et le surdéveloppement feraient courir à la planète, et les raisons d'optimisme. Sur tout, dit-il, « il faut dépasser l'ordre démographique, ou l'ordre écologique, ou celui des ressources, et substituer à chacun les relations entre les facteurs ». On reconnaît la démarche dite « systémique ». Mais « le cadre conceptuel et les méthodes d'analyse font encore défaut ». Ainsi les effets de l'accroissement de la quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère due à la combustion de l'énergie fossile depuis les débuts de la révolution industrielle sont très controversés. Tout au plus doit-on noter que cette évolution paraît irréversible : « chaque habitant supplémentaire pollue moins par ses poumons que par les machines, les engrais... qui sont nécessaires à son existence, et cette pollution est évidemment plus forte pour le moment pour un habitant supplémentaire dans les pays riches que dans les pays pauvres (...). En 1974, on parlait du « péril blanc », « l'accroissement démographique des pays industrialisés était considéré plus dommageable que l'accroissement démographique du Tiers Monde, quand bien même lui fût-il inférieur. Aujourd'hui que cet accroissement s'est à peu près annulé, cet argument a perdu de sa valeur (...). L'effort des pays riches doit plutôt porter sur une mutation radicale du développement, consistant moins à accélérer la consommation de biens matériels qu'à freiner l'utilisation des ressources naturelles, notamment l'énergie (...). La crise, alarmante par ses causes, peut être stimulante dans ses effets ».

Dans leur avant-propos à ce dense volume, **Jacques Austruy (Paris II)** et **Philippe Bourcier de Carbon** attirent l'attention sur les risques totalitaires que contiennent beaucoup d'utopies auxquelles empruntent les idéologies contemporaines et les technostructures qui s'en inspirent. Et ils se demandent si les guerres d'extermination et les génocides « politico-administratifs » que notre siècle a produits sont vraiment « des accidents isolés sans rapport avec les théories dominantes ». D'où la question : « Les pratiques systématiquement coercitives, voire totalitaires, ne sont-elles pas en voie de généralisation à la faveur de la croissance démographique que connaissent nos générations ? »

C'est à cette angoisse que répond sans doute la belle conclusion de **Léon Tabah**, exaltant à la fois « l'avènement d'une nouvelle morale nationale et internationale » pour entrer dans une ère de « gestion de la planète », et aussi « la décentralisation de l'action au niveau des communautés et villages, instrument de libération des capacités d'innovation sociale ».

Michel Louis LEVY

## QUELQUES CHIFFRES

### Natalité et mortalité en Europe et dans les pays développés

Le tableau ci-dessous met à jour celui publié régulièrement dans *Population et Sociétés* et en dernier lieu dans le n° 151 (octobre 1981). Il est extrait, comme les précédents, d'une chronique plus complète d'Alain Monnier parue dans *Population* 1983, n° 4-5, p. 827 à 839.

\*  
\* \*

La légère reprise de la natalité observée dans plusieurs pays en 1979 et 1980 a tourné court. Le nombre de naissances, le taux de natalité, l'indice de fécondité se sont, en général, à nouveau abaissés en 1981 et 1982, sauf en Italie, où la baisse profonde s'est enfin interrompue ; en Finlande, Norvège et Suisse, de faibles augmentations ont été constatées.

En France, la légère baisse de 1982 a cependant maintenu l'indice de fécondité nettement au-dessus des niveaux de la plupart des autres pays d'Europe occidentale ; mais les résultats déjà disponibles pour 1983 laissent attendre pour cette année un sensible retrait, qui pourrait ramener l'indice de fécondité au voisinage des plus faibles niveaux observés en 1976 et 1978 (1,83 enfant par femme) et donc une diminution de l'écart entre les indices de fécondité de la France et de ses voisins. Aux Pays-Bas, le niveau de 1,49 enfant par femme en 1982 est le plus faible jamais observé dans ce pays. En Espagne, la baisse rapide de la fécondité s'est poursuivie, et pour la première fois en 1981, celle-ci n'a pas atteint 2 enfants par femme. Au-dessus de ce seuil, on ne trouve plus que la Grèce, l'Irlande (et l'Islande) et la plupart des pays de l'Europe de l'Est, y compris l'URSS, mais non la RDA ni la

Hongrie. Dans ce dernier pays, le nombre de décès est maintenant supérieur à celui des naissances, comme en Allemagne fédérale et au Danemark. (L'Autriche, qui était dans ce cas, ne l'est plus depuis 1981.) La fécondité baisse en Tchécoslovaquie, mais elle s'élève en Pologne.

Les taux de mortalité baissent dans la plupart des pays, mais retrouvent le plus souvent une valeur qui avait déjà été atteinte. Dans quelques cas, cependant, dont la France, les niveaux sont les plus bas jamais observés, en dépit du vieillissement de la population. Des taux très bas, inférieurs à 8 ‰, observés en Espagne, au Canada, au Japon, en Australie, témoignent de bonnes conditions sanitaires, mais surtout de la grande jeunesse des populations concernées. La mortalité infantile a continué à reculer, les taux les plus faibles étant de l'ordre de 7 à 8 ‰ (Suède, Pays-Bas).

M. L.

Pays	Indice de fécondité (enfants par femme)		Taux de natalité (p. 1 000 hab.)		Taux de mortalité (p. 1 000 hab.)		Taux de mortalité infantile (p. 1 000 naissances)	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
R.F.A. ....	1,44	1,40	10,1	10,1	11,7	11,6	11,6	10,9
Belgique .....	1,66	1,60	12,6	12,6	11,2	11,1	11,7	11,3
Danemark .....	1,44	1,43	10,4	10,3	11,0	10,8	8,0	
FRANCE .....	1,97	1,94	14,9	14,7	10,3	10,0	9,7	9,3
Grèce.....	2,10		14,4		8,9		16,4	
Irlande.....	3,00		21,0		9,4		11,2	
Italie .....	1,57	1,57	11,1	11,2	9,6	9,5	14,1	13,1
Luxembourg .....	1,58		12,0		11,1		11,0	
Pays-Bas.....	1,56	1,49	12,5	12,0	8,1	8,2	8,2	8,3
Royaume-Uni.....	1,84	1,79	13,1	12,9	11,8	11,8	12,1	11,2
Autriche.....	1,71	1,70	12,4	12,5	12,3	12,0	12,7	12,8
Espagne.....	1,99		14,1	13,4	7,6	7,3	10,3	9,4
Finlande.....	1,65	1,73	13,2	13,6	9,3	9,1	7,6	
Norvège.....	1,70	1,71	12,4	12,5	10,2	10,0	7,5	
Portugal.....	2,09 (b)		16,3 (b)		9,4 (a)		26,0 (a)	
Suède.....	1,63	1,62	11,3	11,1	11,1	10,9	7,0	6,8
Suisse.....	1,54	1,55	11,6	11,7	9,1	9,2	7,6	
Bulgarie.....	2,04 (b)		14,1		11,1		19,5	
Hongrie.....	1,88	1,79	13,3	12,5	15,5	18,5	20,6	20,0
Pologne.....	2,22	2,31	18,9	19,4	9,2	9,2	20,6	20,2
R.D.A.....	1,94 (b)		14,2		13,9		12,3	
Roumanie.....	2,43 (b)		17,0		10,0		28,6	
Tchécoslovaquie.....	2,10	2,09	15,5	15,2	11,7	11,7	16,8	16,2
URSS.....	2,25		18,5		10,2			
Yougoslavie.....	2,06		16,7		9,0		30,7	
Canada.....	1,76 (a)		15,3	15,1	7,1	6,9	10,4	
États-Unis.....	1,87	1,89	15,9	16,0	8,7	8,6	11,7	11,2
Japon.....	1,74 (a)		13,1	12,9	6,2	6,0	7,1	
Australie.....	1,91 (b)		15,8		7,3		10,0	
Nouvelle-Zélande.....	2,04		16,0	15,8	7,9	8,1	11,7	11,8

(a) 1979 - (b) 1980